

Monsieur le Président de la République

Je m'appelle Danielle Dulys, descendante de mes aïeux esclaves, Séverine, **Matricule 326 D** à qui on a donné le nom de VALERIUS et Modeste **Matricule 201 D**, à qui on a donné le nom de PETRICIEN lors du décret du 27 avril 1848, car ils étaient considérés jusqu'alors comme de biens meubles.

Le décret du 27 avril 1848, L'Etat français fait ce 1^{er} pas de rendre ces hommes ayant subi cette abomination, des citoyens français, libres, en leur donnant un patronyme.

Le 21 mai 2001, un second pas a été franchi, la loi Taubira **reconnaisant la traite et l'esclavage en tant que crime contre l'humanité**.

Militante au sein de l'association Comité Marche 1998 « CM98 » nous avons cessé pendant 20 ans d'interpeler l'Etat, pour que nos aïeux soient reconnus dans la République et y prennent leur place en les honorant. Ce fut la loi du 28 février 2017 déclarant la date de du 23 mai « Journée nationale de commémoration aux victimes de l'esclavage ».

Il me semblait donc que la République avait entendu nos voix.

Aussi, je ne peux pas penser, que vous Monsieur le Président de la République, vous ne puissiez pas respecter vos engagements tenus lors de votre discours du 27 avril 2018, dans lequel vous souteniez le projet de ce Mémorial des Noms aux Jardins des Tuileries.

« Pour que jamais ne s'efface leur souffrance, je soutiens le projet d'ériger à Paris, dans le Jardin des Tuileries, un mémorial national qui rende hommage à ces victimes, comme le demandent légitimement plusieurs acteurs de cette mémoire », ce sont vos propres mots.

Qu'est-ce un Mémorial, si les noms de ces victimes, n'y figurent pas ?

Le Cahier des Charges établi stipulait nettement que les noms devaient y figurer de façon permanente.

Alors que devons-nous penser, quand on sait que les artistes choisis par le Ministère de la Culture, ne tiennent en aucun cas compte de ce point essentiel dans leur candidature ?

Nos aïeux ne sont-ils pas assez honorables pour que leur nom soit sur ce Mur ?

Comme disait Aimée Césaire, « Sommes-nous des citoyens à part entière ou entièrement à part », pour qu'une fois de plus, nos revendications ne soient pas entendues ?

Aussi, Monsieur le Président, j'en appelle à votre respect pour cette histoire commune, et je vous demande solennellement de prendre position dans cette affaire afin que vos engagements soient tenus.

Danielle Dulys-Bonbois
Vice-Présidente du CM98